CETA : lettre ouverte aux parlementaires français

Le 17-01-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Parti de la démondialisation PARDEM
SOUVERAINETÉ NATIONALE - JUSTICE SOCIALE - COOPÉRATION INTERNATIONALE

Communiqué de presse
www.pardem.org

Le 17 janvier 2018

CETA : LETTRE OUVERTE AUX PARLEMENTAIRES FRANÇAIS

Le Pardem vient de lancer une campagne pour appeler les parlementaires français à ne pas ratifier le CETA, traité de libre échange avec le Canada adopté par l'Union européenne. Un traité qui met en péril l'agriculture, la santé, l'environnement et constitue une nouvelle menace sur l'emploi. La création de tribunaux d'arbitrage ampute la démocratie de l'Etat de droit et bafoue la démocratie.

Le rapport remis par une commission indépendante au Président de la République a signalé ces dangers.

Le CETA doit être ratifié en 2018 par les parlements de chaque pays de l'Union. SI un seul pays vote contre, le CETA devient caduc.

Les parlementaires français ont donc le pouvoir de libérer notre pays de ce traité largement contesté par les citoyens, les agriculteurs, les défenseurs de l'environnement, de l'emploi, de la santé et de la démocratie.

Vous trouverez ici toutes les informations sur la campagne (modalités, argumentaire, pétition) :
http://pardem.org/le-parti/campagnes/ceta/777-campagne-contre-le-ceta

Voici ci-dessous la lettre ouverte aux parlementaires français et que nous vous proposons de

publier.
Les citoyens engagés dans cette campagne prennent contact avec leur député et sénateur et suivront les débats et les votes.

LETTRE AUX PARLEMENTAIRES FRANÇAIS

Le 16 janvier 2018

Mesdames, Messieurs, les députés et les sénateurs,

Vous avez la responsabilité en 2018, de ratifier ou non le CETA (traité adopté par l'Union européenne et mis en application depuis le 21 septembre 2017) dans le cadre de votre fonction de représentant de la Nation.

Vous n'êtes pas sans savoir les inquiétudes, les critiques et les dangers que génère ce traité signé entre le Canada et l'Union européenne qui ouvre un vaste marché pour des produits d'importation, notamment agricoles.

Vous avez lu le rapport remis au Président de la République par une commission indépendante qui alerte sur ses conséquences en matière environnementale, d'emploi et de santé et sur l'instauration d'un tribunal d'arbitrage qui surplomberait les procédures de la Justice d'un Etat de droit.

Vous n'êtes pas sans entendre les nombreuses voix de citoyens qui se sont élevées dans notre pays pour contester le bien-fondé d'un tel traité.

Or, par le pouvoir qui vous est conféré de ratifier ou non le CETA, vous êtes désormais le seul recours contre sa mise en œuvre dans le cadre de nos institutions.

C'est donc solennellement que nous faisons appel à votre attachement et à votre volonté de défendre les intérêts de la France, de ses citoyens, pour que vous vous prononciez contre la ratification de ce traité.

C'est votre voix qui portera l'attente des Français attachés aux valeurs de la République française, à l'intérêt général et à la démocratie.

Mesdames, Messieurs les parlementaires, chacune de vos voix sera cruciale. Des millions de citoyens attendent de vous que vous soyez les porte-paroles de leur attente et de leur espérance.

Nous resterons attentifs au choix que vous ferez lors de votre vote à l'Assemblée nationale comme au Sénat.

Le Pardem

Contact presse : contact-presse@pardem.org
06 42 82 89 73

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire